

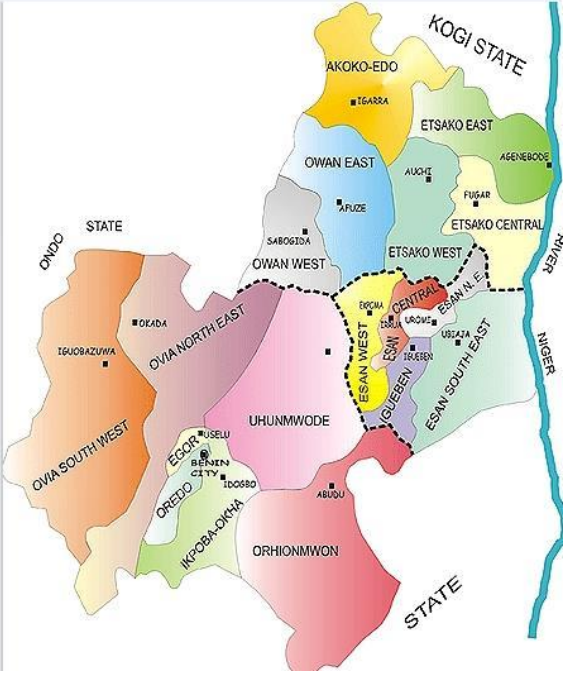


FICHE PROJET DETAILLEE / AC 2020-2022

DON'T PAY WITH YOUR LIFE - PROTEGER LES JEUNES FILLES DE L'ETAT D'EDO (NIGERIA) DE LA TRAITE A DES FINS D'EXPLOITATION SEXUELLE

PAYS	NIGERIA
<p>CONTEXTE</p>	<p>Le Nigéria est un pays source important, de transit et de destination en matière de traite des êtres humains. Selon le dernier rapport sur l'indice mondial de l'esclavage (2018), le Nigéria se classe 32/167 des pays comptant le plus grand nombre d'esclaves - 1 386 000 - et selon son Agence nationale pour l'interdiction de la traite des êtres humains (la NAPTIP), l'âge moyen des enfants victimes de la traite au Nigeria est de 15 ans (Tier 2 Watch list - U.S. State Department's Trafficking In Persons Report -2018). La NAPTIP soutient que 75% des victimes de la traite au Nigeria sont victimes de traite à travers les Etats du pays, alors que 23% sont victimes entre les états. Selon la NAPTIP (2016), seulement 2% des victimes de la traite le sont à l'extérieur du pays et pourtant on trouve un grand nombre de femmes et d'enfants nigériens victimes de traite notamment en Europe. Le Nigéria figure régulièrement parmi les pays comptant le plus grand nombre de victimes de la traite à l'étranger (en particulier en Europe), avec des victimes identifiées dans plus de 40 pays en 2017. La traite est le troisième crime le plus répandu au Nigéria après le trafic de drogue et la fraude économique (UNESCO, 2006). Les facteurs généraux qui augmentent la vulnérabilité à la traite au Nigéria incluent la pauvreté extrême (maintenant le capital pauvreté mondial), la corruption, les conflits, le changement climatique / la migration qui en résulte et le consumérisme occidental.</p> <p>La plupart des jeunes femmes présentes en Europe proviennent d'une même zone au Nigéria, l'Etat d'Edo. Selon l'ONUODOC (2016) 94% des femmes victimes de traite en Europe proviennent de l'Etat d'Edo. Les recrutements étant le plus souvent effectués dans la région de Benin City et plus largement dans le Central Edo. Au cours de l'année 2018 on a pu constater un déplacement des recrutements vers des zones plus éloignées et plus rurales de l'Etat d'Edo et spécifiquement après la déclaration de l'Oba de Benin City d'interdire les cérémonies de serments juratoires aliénant les victimes de traite à leurs trafiquants/exploiteurs et d'annuler tout serment réalisé à cet effet. Les recruteurs s'adaptent rapidement et s'orientent vers les zones les moins risquées (faible sensibilisation de la communauté, moindre attention de la police, ...). Les zones du projet sont donc ces nouvelles régions de départ/de recrutement au sein même de l'Etat d'Edo soit dans tous les LGAs (<i>local</i></p>

	<p><i>government areas</i>/zone du gouvernement local) de l'Edo Central et dans 4 LGAs de l'Edo Nord.</p> <p>Le mode opératoire des recrutements et de l'emprise maintenue sur les jeunes femmes et sur les familles s'appuie le plus souvent sur une fausse promesse (vie meilleure/scolarité/gains rapides...) et sur les structures de la société traditionnelle nigériane. Les jeunes femmes et/ou leur famille se voient proposer par des « sponsor » / « <i>Madam</i> » plus âgées et ayant une position sociale et financière « respectable » d'aller en Europe/d'envoyer une fille en Europe avec une promesse d'emploi de coiffeuse, de garde d'enfants, de scolarisation...la famille étant plus ou moins au courant et/ou partie prenante de la proposition. En contrepartie du trajet elles doivent s'acquitter d'une dette lourde envers le « sponsor » (évaluée en moyenne autour de 50 000€) dont elles ne connaissent (ou ne comprennent) pas le montant en euros au départ. Elles sont alors conduites à prêter un serment juratoire dans un temple, cérémonie au cours de laquelle le « <i>traditional priest</i> » les liera à leur « sponsor » par le rituel « <i>juju</i> » : elles jureront obéissance et silence sur l'identité de leur « sponsor » sous peine de maladie, de mort, de représailles sur elles-mêmes et sur leurs familles. Les jeunes femmes reçoivent également souvent une nouvelle identité, jurant de pas révéler la leur, ni leur âge. Elles sont ensuite rarement « acheminées » par voie aérienne mais bien plus souvent par voie terrestre en suivant le trajet migratoire soit par la voie Niger/Libye, soit par la voie du Maroc ; des contacts et relais des « <i>Madams</i> » prendront en charge les jeunes femmes sur les différents tronçons du voyage. Ce voyage, surtout par voie terrestre, sera la première étape traumatisante et quasi sans issue pour ces jeunes filles.</p>
OBJECTIF GLOBAL	Mettre fin à l'exploitation et la traite d'ici 2030 (ODD 16.2)
OBJECTIF SPECIFIQUE DU PROJET	<p>OS1 : promouvoir la participation des enfants dans la défense de leur droit à être protégés de la traite des êtres humains</p> <p>OS2 : renforcer les mesures de prévention de la traite aux niveaux des familles, des communautés, des systèmes de protection de l'enfance et des autorités locales de l'Edo</p> <p>OS3 : améliorer la réinsertion socio-économique des jeunes filles rapatriées afin de réduire les risques de re-victimisation</p>
ZONE D'INTERVENTION	<p>Nigeria, l'Etat d'Edo.</p> <p>Les actions seront mises en œuvre à Benin City, capitale de l'Etat d'Edo, et dans les 5 zones de gouvernement local (LGA) du District d'Edo Central et 4 LGA du District d'Edo North (Owan West, Owan East, Etsako West, Etsako Central)</p>

	
PARTENAIRE OPERATIONNEL	<p>Girl’s Power Initiative (GPI) : ONG nigériane fondée en 1993, par des militantes féministes, qui œuvre pour l’éducation et l’autonomisation des filles et des femmes au Nigéria. Elle vise à renforcer les capacités des filles adolescentes et des jeunes adultes à prendre des décisions quant à leur avenir et à vivre une vie digne. Sur la problématique spécifique de la traite, l’ONG intervient à Bénin City auprès des enfants et des communautés notamment via des activités de prévention, ainsi qu’au niveau politique avec des actions de recherches et de plaidoyer.</p> <p>Uromi Justice Development, Peace and Caritas Initiatives (JDPCI-Caritas) : cette association rattachée au réseau Caritas est basée dans le district de l’Edo central. L’association travaille sur des questions de gouvernance et de participation des populations à l’Etat de droit (y compris des femmes et des enfants), de réduction de la vulnérabilité des enfants à travers des services de nutrition mais également de renforcement des capacités économiques des familles, de lutte contre les abus sexuels et l’impunité, de développement économique (microfinance) et de lutte contre la traite des êtres humains dans tout le district.</p> <p>IFRA : L’Institut français de recherche en Afrique à Ibadan, Nigeria est une unité du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS). L’IFRA a commencé à étudier les questions de traite des êtres humains à des fins d’exploitation sexuelle dans le cadre d’un programme financé par le Ministère des Affaires étrangères français entre 2013 et 2016, publiant plusieurs articles de recherche.</p>
PARTENAIRE INSTITUTIONNEL	Ministère des Affaires Etrangères et Européennes de Luxembourg Agence Française de Développement

PARTENAIRES LOCAUX	<ul style="list-style-type: none"> - Leaders traditionnels - Leaders/influenceurs communautaires - Collèges et lycées publics de district de Edo Central et les chefs de ces établissements - Autorités publiques locales - Association des femmes commerçantes (Market Women Association) - Groupes de soutien aux victimes - Clubs (civiques et sur le droit de l'Homme) - Parents et groupe de soignants - La police locale nigériane - Nigerian Security and Civil Defense Corp (NSCDC) - Médias - Transporteurs - Groupes de vigilance communautaires
DUREE	1 janvier 2020 – 30 juin 2022 30 mois
BUDGET	519 118 €
BENEFICIAIRES	<p>Bénéficiaires directes du projet</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les jeunes filles fortement exposées au risque de traite (100) - Les jeunes filles rapatriées (50) et leurs familles (150) - Les enfants pairs engagés (1470) - Les enfants et jeunes vulnérables (255 000) - Les leaders communautaires, les enseignants, les médias, les forces de police, les religieux (1700) - Les acteurs de la protection de l'enfance et du secteur éducatif (60) <p>Bénéficiaires indirects du projet</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les communautés de la zone d'intervention ciblée (105 000)
STRATEGIES DU PROJET	<ul style="list-style-type: none"> - Mobiliser et renforcer les capacités de ces communautés, et particulièrement des jeunes, à s'impliquer dans la lutte contre la traite des êtres humains via des campagnes d'information, la prévention des départs et la réinsertion des jeunes filles rapatriées
RESULTATS ATTENDUS	<ul style="list-style-type: none"> - R1. La capacité des enfants à dire non à la traite des êtres humains est améliorée - R2.1. Les membres des communautés connaissent les risques élevés d'exposition à la traite lors des migrations illégales et sont en capacité de sensibiliser leurs pairs

	<ul style="list-style-type: none"> - R2.2. La scolarisation des jeunes filles les plus vulnérables est assurée au-delà du projet - R2.3. Les autorités locales et les acteurs de protection de l'enfance ont une meilleure compréhension des causes et des problématiques associées à la traite des enfants afin de participer activement aux actions de prévention - R3. Les jeunes filles/femmes rapatriées (15-25 ans) ont accès à des services appropriés pour surmonter leurs traumatismes et vivre une vie sans exploitation
<p>INDICATEURS</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 70% des pairs éducateurs formés (environ 1,000 enfants) à la fin du projet ont compris leur rôle dans la lutte contre la traite des êtres humains et déclarent vouloir poursuivre la sensibilisation au-delà du projet - Au minimum 25,000 enfants et familles (parents, grands-parents...) sont interpellés par les élèves d'Edo Central et Edo Nord sur la question de la traite - Plus de 200 000 actions (commentaires, partage de vidéos...) par des enfants/jeunes de 13 à 25 ans ont animé la campagne Facebook - Plus de 50 000 écoliers d'Edo Nord et Edo Central sont sensibilisés aux risques de traite et à leur droit à dire non ; Minimum 70% d'entre eux ont compris les risques liés à la migration illégale et déclarent être plus confiants à dire non - 200 000 enfants de l'état d'Edo (filles et garçons) sont sensibilisés aux risques de traite via la campagne Facebook le temps du projet - Au moins 10 situations provenant des communautés sont remontées aux partenaires pour orientation - Les messages de prévention à destination des communautés de l'Etat d'Edo intègrent les connaissances partagées par les professionnels et chercheurs nigériens et européens sur les réseaux de traite - A la fin du projet, minimum 20 professionnels formés déclarent avoir intégré les connaissances acquises dans leur pratique - Plus de 107 000 adultes d'Edo Central et Edo Nord sont sensibilisés à la question de la traite et aux risques pour les enfants de migrer illégalement - Minimum 60% d'entre eux ont compris les risques liés à la migration illégale et comprennent qu'ils ont un rôle à jouer dans la lutte contre la traite - Sur les 100 familles soutenues/suivies pendant le projet, minimum 60 voient leurs enfants poursuivre l'école à la fin du projet grâce à une situation financière stabilisée - 75% des professionnels et autorités formés pendant le projet rapportent avoir acquis une meilleure connaissance de la traite et/ou de la prise en charge des risques/conséquences

	<ul style="list-style-type: none">- Les familles et communautés proches des jeunes filles favorisent leur réinsertion dans la communauté- Un rapport de capitalisation d'expérience sur la question de la réinsertion socio-économique des jeunes filles/femmes rapatriée est partagé auprès de minimum 100 acteurs nigériens (ONGs, autorités nationales et locales, ...)- 80% des jeunes filles/femmes rapatriées et soutenues lors du projet déclarent à la fin du projet être en capacité de se réinsérer dans la société et de trouver un travail leur permettant de subvenir à leurs besoins
--	--



Jeunes éducateurs-paires formées du Lycée Idunwele



Séance de sensibilisation au Collège de Ujoelen



Outil de sensibilisation